

Fiche d'Information: Siège et Bouclage

- Depuis octobre 2000, les forces israéliennes d'occupation ont renforcé le siège et le bouclage des Territoires Palestiniens Occupés (TPO) de manière dramatique, **plaçant 3 millions de Palestiniens dans une série de prisons collectives** plus étroites qu'à aucun autre moment depuis 1967 (et ce, même pendant la première Intifada). Les autorités israéliennes ont imposé **la fermeture** des frontières internationales: la bande de Gaza et la Cisjordanie sont ainsi hermétiquement séparées d'Israël, des pays frontaliers et de Jérusalem-Est occupé. En outre, les autorités israéliennes ont imposé un siège sur les villes palestiniennes, les villages et les camps de réfugiés limitant ainsi sévèrement la circulation **à l'intérieur même** des TPO. De plus, l'armée israélienne impose souvent un **couvre-feu** total pendant ses incursions dans les zones qui relèvent de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) ou dans les secteurs sous contrôle israélien comme à Hébron; ces couvre-feux constituent de réelles formes d'assignations collectives de maisons.
- En Cisjordanie, les checkpoints et les barrages routiers ont isolé presque chaque village et chaque camps de réfugiés, créant ainsi quelque 64 parties isolées, alors même que la bande de Gaza est déjà séparée en au moins trois parties. **La restriction de la liberté de mouvement a un impact sur tous les aspects de la vie économique et sociale**, les entreprises, les écoles, les hôpitaux et les institutions de l'ANP. Les familles ont du mal à rendre visite à leurs proches (surtout ceux qui sont détenus en Israël), les étudiants ne peuvent plus aller à l'université (ou se trouvent coincés loin de chez eux), l'accès aux lieux de culte est restreint et les pêcheurs ne peuvent exercer leur activité. De plus, les Palestiniens sont quotidiennement exposés à des traitements humiliants et dégradants aux checkpoints: menacés avec un revolver pointé sur eux, harcèlement verbal, fouilles corporelles poussées, et interdictions arbitraires de mouvement.
- Les sièges et les bouclages ont **un impact dévastateur sur l'économie**: les TPO dépendent de l'économie des gouvernements israéliens qui se sont succédés depuis 1967 (95% des exportations palestiniennes vont en Israël). Les revenus des 120 000 Palestiniens qui travaillaient en Israël avant l'Intifada d'Al-Aqsa et qui constituaient 25% des revenus de l'économie palestinienne, se sont littéralement évaporés. Les restrictions de mouvements internes ont aussi une grave conséquence sur les affaires, et le taux de pauvreté ainsi que le taux de chômage ont fortement augmenté (plus de 50% et plus de 39.8% des taux respectifs). Pendant le dernier trimestre de l'an 2000, l'économie palestinienne a chuté de 50%, ce qui est principalement dû au fait des sièges et fermetures.¹

¹ Pour une étude plus complète sur l'impact du bouclage sur l'économie palestinienne, voir les rapports publiés par le Bureau de Coordination Spéciale des Nations Unies (UNSCO), www.unsco.org

- Les sièges et les bouclages constituent une forme de **sanction collective** et sont interdits par le Droit International Humanitaire.²
- Les soldats israéliens aux checkpoints empêchent ou retardent fréquemment l'évacuation de malades ou blessés palestiniens vers des centres médicaux, ce qui constitue une violation du Droit International Humanitaire. Pendant l'Intifada d'Al-Aqsa, **43 Palestiniens sont mort pour s'être vus interdits, de manière prolongée, l'accès à des soins médicaux** par les forces d'occupation israéliennes.³ Dans de nombreux cas, les décès sont dus au fait que les soldats israéliens retiennent pendant des heures des personnes gravement malades aux checkpoints qui se situent à quelques distances des hôpitaux.
- **Depuis 1967, les TPO ont fait l'objet de plusieurs formes de bouclage.** La mise en place d'un système de cartes magnétiques à la fin des années 80, a marqué le renforcement dramatique du bouclage interne et externe. Pendant les années 90, les autorités israéliennes ont mis en place un système complexe et arbitraire de permis qui a rendu les contacts et les coopérations entre Israéliens et Palestiniens encore *plus* difficiles pendant le "processus de paix".

La zone la plus sévèrement affectée par le bouclage dans la bande de Gaza, est Al-Mawassi dont la terre se trouve être la plus fertile de la partie sud du littoral, entre Khan Younes et Rafah. 8 000 Palestiniens vivent dans Al-Mawassi, la plupart sont des agriculteurs ou des pêcheurs qui vivent de facto dans un système d'Apartheid aux abords d'un ensemble de colonies israéliennes illégales. La zone est complètement fermée, à l'exception de deux checkpoints que seuls les résidents de la zone peuvent traverser. Ils ne peuvent entrer qu'à pieds, pendant les heures où il fait jour, en petits groupes et après avoir endurer des traitements humiliants et dégradants. Les ambulances et la famille des résidents ne peuvent entrer dans la zone. A l'intérieur de cette zone, les larges routes bien lisses des colons longent parallèlement les sentiers réservés aux Palestiniens; pendant que les clôtures électriques et les patrouilles militaires séparent les colonies des zones palestiniennes. Des terres appartenant à plusieurs agriculteurs locaux ont été illégalement expropriées pour être données aux colons qui attaquent et harcèlent parfois les résidents palestiniens et vont même jusqu'à détruire leurs serres et leurs champs. A l'intérieur même d'Al-Mawassi, quatre checkpoints de l'armée israélienne contrôlent les mouvements. Depuis mars 2002, les forces israéliennes ont fortement renforcé leurs mesures de restriction de mouvement à Al-Mawassi, et vont même jusqu'à imposer des couvre-feux. En mai 2002, les cartes d'identité magnétiques ont été livrées aux résidents et leurs sont demandées pour chaque entrée ou sortie de la zone.

² "Aucune personne protégée ne sera punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement" (Article 33, Quatrième Convention de Genève).

³ Pendant la période du 28 septembre au 2 juin 2002.